



FIDUCIAL

AUDIT

AGENCE D'ANNECY

17, rue Rumilly

74000 ANNECY

Tél. 04 50 10 07 60

Fax 04 50 10 07 61

Aller Plus Haut

Association loi 1901

264 rue de la Boquette
74300 CLUSES

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

SOCIETE FIDUCIAIRE NATIONALE DE REVISION COMPTABLE

Société Anonyme de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 Francs - 334 301 488 RCS Nanterre

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

Siège social : Paris la Défense - 20, place de l'Iris - 92411 Courbevoie Cedex - Site : www.fiducial.fr

Aller Plus Haut
Association loi 1901

264 rue de la Boquette
74300 CLUSES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association Aller Plus Haut,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Aller Plus Haut** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'il sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

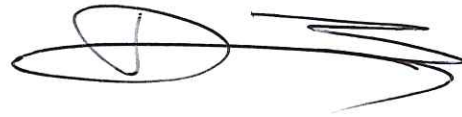
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Annecy, le 6 juin 2025

Le Commissaire aux comptes
FIDAUDIT



Didier DAMAS
Associé

ALLER PLUS HAUT CONSOLIDE

BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

ACTIF	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06 / 2019-04)			Exercice 2023 (selon ANC 2018-06 / 2019-04)
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	52 742,68	52 742,68		
Concessions, brevets, licences, marques, ...	960 251,96	151 684,92	808 567,04	504 644,30
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 922 550,64	598 386,00	3 324 164,64	3 324 164,64
Constructions	39 295 655,94	21 308 715,25	17 986 940,69	17 829 128,81
Installations techniques, mat. et outillage	6 017 710,73	4 944 684,17	1 073 026,56	1 254 401,76
Autres immobilisations corporelles	7 219 519,32	5 738 012,39	1 481 506,93	1 633 932,91
Immobilisations corporelles en cours	18 600,00		18 600,00	118 771,95
Avances et acomptes	5 588,00		5 588,00	17 802,12
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Autres titres immobilisés	27 554,24		27 554,24	27 469,24
Prêts	148 055,77		148 055,77	17 850,60
Autres immobilisations financières	45 700,47		45 700,47	176 656,64
Total I	57 713 929,75	32 794 225,41	24 919 704,34	24 904 822,97
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	108 965,00		108 965,00	115 405,00
Avances et acomptes versés sur commandes	8 377,30		8 377,30	1 047,70
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 122 017,63	115 817,28	5 006 200,35	5 462 078,95
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	840 905,66		840 905,66	230 245,86
Valeurs mobilières de placement	455 945,59		455 945,59	585 944,59
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	9 802 701,63		9 802 701,63	9 858 319,56
Charges constatées d'avance	768 036,44		768 036,44	800 585,49
Total II	17 106 949,25	115 817,28	16 991 131,97	17 053 627,15
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	74 820 879,00	32 910 042,69	41 910 836,31	41 958 450,12

PASSIF	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06 / 2019-04)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06 / 2019-04)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	1 116 573,18	1 116 573,18
Fonds propres complémentaires	104 130,00	104 130,00
Ecarts de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecarts de réévaluation		
Réserves	18 117 064,97	17 937 667,00
<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>9 993 987,37</i>	<i>10 188 445,19</i>
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	8 123 077,60	7 749 221,81
Autres		
Report à nouveau	-1 616 185,83	-1 948 494,35
<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>-1 389 029,91</i>	<i>-1 209 985,04</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	461 998,05	511 706,49
<i>Dont excédent ou déficit de l'exercice des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>301 108,43</i>	<i>136 867,24</i>
Situation nette (sous total)	18 183 580,37	17 721 582,32
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 577 718,54	1 161 373,82
Provisions réglementées	3 578 431,15	3 539 945,16
Total I	23 339 730,06	22 422 901,30
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 427 309,47	1 411 135,00
Total II	1 427 309,47	1 411 135,00
PROVISIONS		
Provisions pour risques	75 000,00	2 397,92
Provisions pour charges		
Total III	75 000,00	2 397,92
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	12 526 001,68	13 473 350,51
Emprunts et dettes financières diverses	1 865,90	1 865,90
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 006 197,84	991 235,83
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	3 415 245,34	3 495 171,08
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	61 395,91	118 968,58
Autres dettes	53 354,71	36 865,91
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	4 735,40	4 558,09
Total IV	17 068 796,78	18 122 015,90
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	41 910 836,31	41 958 450,12

Le montant du report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée de 2023 (en rouge) a été corrigé par rapport à l'annexe 2023.

ALLER PLUS HAUT CONSOLIDE

COMPTE DE RESULTAT 2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06 / 2019-04)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06 / 2019-04)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	12 902,00	14 852,00
Ventes de biens et services		
<i>Ventes de biens</i>	772 078,35	1 103 092,18
<i>Ventes de prestations de service</i>	1 986 294,86	1 972 551,49
Production vendue - Prestations de services		
Production vendue - divers	-13 568,00	-48 762,00
Production stockée ou déstockage de production		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	30 058 384,29	29 708 513,93
Subventions d'exploitations et participations		
Dotations et produits de tarification		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public	31 089,24	31 955,99
<i>Dons manuels</i>	16 106,24	20 155,99
<i>Mécénats</i>	14 983,00	11 800,00
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières	1 800,00	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	65 603,45	194 327,96
Utilisations des fonds dédiés	395 448,26	271 663,23
Autres produits	2 565 701,47	2 491 523,14
Total I	35 875 733,92	35 739 717,92
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	7 003,85	6 868,05
Variation de stock		
Achat de matières premières et autres approvisionnements	563 718,83	612 336,05
Variation de matières premières et autres approvisionnements	-7 128,00	234 198,00
Autres achats et charges externes	7 612 579,33	7 825 894,74
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	1 622 047,94	1 723 013,33
Salaires et traitements	16 462 679,23	16 180 228,33
Charges sociales	6 282 626,21	6 186 659,83
Dotations aux amortissements et aux dépréciations actif circulant	2 128 715,45	2 035 676,33
Dotations aux provisions autres		
Reports en fonds dédiés	411 622,73	433 159,39
Autres charges	74 391,02	85 432,24
Total II	35 158 256,59	35 323 466,29
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	717 477,33	416 251,63

ALLER PLUS HAUT CONSOLIDE

COMPTE DE RESULTAT 2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06 / 2019-04)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06 / 2019-04)
PRODUITS FINANCIERS		
De participations et des immobilisations financières		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	117 559,58	97 383,40
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change	1,76	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	117 561,34	97 383,40
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	436 045,98	463 537,96
Différences négatives de change	5,88	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	436 051,86	463 537,96
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-318 490,52	-366 154,56
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III) - IV)	398 986,81	50 097,07
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	17,55	383 676,72
Sur opérations en capital	95 874,42	129 352,24
Report ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fond dédiés)		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	22 017,54	19 613,65
Total V	117 909,51	532 642,61
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	93,00	3 429,00
Sur opérations en capital	2 987,64	3 041,20
Engagements à réaliser sur ressources affectées (fonds dédiés)		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	41 473,63	53 205,99
Total VI	44 554,27	59 676,19
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	73 355,24	472 966,42
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les sociétés (VIII)	10 344,00	11 357,00
Total des produits (I + III + V)	36 111 204,77	36 369 743,93
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	35 649 206,72	35 858 037,44
EXCEDENT OU DEFICIT	461 998,05	511 706,49
Contribution volontaire en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature	722 789,00	627 947,00
Bénévolat		
TOTAL	722 789,00	627 947,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	722 789,00	627 947,00
Personnel bénévole		
TOTAL	722 789,00	627 947,00

ANNEXE

EXERCICE AU

31/12/2024

Table des matières

1. Objet social.....	3
1.1 Au bénéfice des personnes en situation de handicap.....	3
1.2 Au bénéfice des familles.....	3
2. Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées.....	4
3. Description des moyens mis en œuvre	4
4. Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	5
4.1 Faits caractéristiques de l'exercice.....	5
4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	5
5. Principes et méthodes comptables	5
5.1 Principes généraux.....	5
5.2 Dérogations.....	6
5.3 Principes méthodes comptables	6
6. Informations relatives aux postes du bilan.....	6
6.1 Actif immobilisé	6
6.2 Actif circulant.....	10
6.3 Fonds propres.....	11
6.4 Fonds reportés et dédiés.....	13
6.5 Provisions pour risques et charges.....	13
6.6 Dettes.....	13
6.7 Etat des échéances des créances et des dettes	14
7. Informations relatives au compte de résultat.....	15
7.1 Produits du compte de résultat par origine et destination.....	15
7.2 Contribution volontaire en nature (produits)	16
8. Autres informations.....	17
8.1 Autres informations sur les contenus de postes de bilan et du compte de résultat.....	17
8.2 Informations relatives aux dirigeants.....	17
8.3 Informations relatives à l'effectif.....	17
8.4 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan.....	18

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS AU 31.12.2024

1. OBJET SOCIAL

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Le soutien sous toutes ses formes des personnes en situation de handicap mental, psychique, sensoriel et physique, et leur accompagnement dans tous les âges de la vie, par les soins, l'éducation, la formation. Elle vise à favoriser leur épanouissement, leur santé et leur permettre d'accéder ou de se maintenir dans une existence autonome.

1.1 Au bénéfice des personnes en situation de handicap

1.1.1 Au bénéfice des enfants et adolescents

- 1) De créer et/ou gérer des établissements ou services sociaux, médico-sociaux répondant aux besoins des personnes en situation de handicap, quel que soit leur âge ;
- 2) D'assurer l'aide et la prise en charge des enfants, adolescents et jeunes majeurs présentant une déficience intellectuelle et/ou un handicap psychique nécessitant une scolarité, une éducation spécialisée et une formation adaptée ;
- 3) D'assurer le soutien, l'accompagnement et/ou les soins médico-psychologiques nécessaires aux enfants et adolescents accueillis et à leur famille, afin de développer leurs compétences pour les préparer à leur insertion sociale et professionnelle en milieu ordinaire ou adaptée.

1.1.2 Au bénéfice des adultes

- 1) De créer et/ou gérer des établissements ou services sociaux, médico-sociaux répondant aux besoins des personnes en situation de handicap, quel que soit leur âge ;
- 2) De créer ou gérer des services de suite et des services d'accompagnement à domicile, et tous les services favorisant l'organisation de la vie quotidienne ;
- 3) De rechercher, d'organiser et d'animer des activités physiques, sportives, culturelles et de loisirs répondant à leurs besoins et attentes, favoriser l'accès à la citoyenneté ;
- 4) De défendre leurs intérêts matériels et moraux auprès des pouvoirs publics, des autorités administratives et de contrôle ;
- 5) De développer avec les institutions publiques ou privées qui œuvrent dans le secteur du handicap, tout partenariat utile au développement de ses activités ;
- 6) Si besoin, d'assurer la tutelle, la curatelle ou mesure de sauvegarde de justice.

1.2 Au bénéfice des familles

- 1) D'apporter toute aide, notamment morale, sociale et matérielle ;
- 2) De développer et/ou de susciter toute initiative qui créerait entre les parents d'enfants, d'adolescents et d'adultes en situation de handicap, un lien susceptible de leur apporter un soutien moral et matériel ;
- 3) De défendre leurs intérêts matériels et moraux, notamment auprès des institutions publiques ou privées qui interviennent en faveur des personnes en situation de handicap.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2. NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Prestations médicales et médico-sociales pour l'accompagnement des enfants et adolescents au sein du pôle scolarisation et insertion professionnelle
- Prestations médicales et médico-sociales pour l'accompagnement des résidents au sein du pôle Habitat, projets et cadre de vie
- Prestations médicales médico-sociales pour l'accompagnement des usagers au sein du pôle emploi, formation et production.
- Prestations de sous-traitance industrielles et de production propre

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Prestations médicales et médico-sociales : Ces activités se sont exercées auprès des personnes en situation de handicap principalement sur les territoires du Faucigny, de l'Arve et des Pays du Mont Blanc. Cela représente 213 353 journées réalisées pour l'ensemble des établissements et 25 868 heures réalisées pour Multi accueil Spécialisé Les Moussaillons.
- Prestations de sous-traitance industrielle et de production propre : ces activités se sont exercées auprès de différents donneurs d'ordres principalement sur le département de la Haute Savoie et départements limitrophes.

3. DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Dans le cadre de ses statuts, les moyens d'actions de l'association sont :

- La création et l'administration de tout établissement ou service sanitaire, social ou médico-social
- La collaboration avec des structures, établissements ou services ayant des buts similaires ou complémentaires,
- L'organisation de conférences, publications et l'utilisation de tout autre moyen de communication répondant à l'objet social
- L'organisation de formations dans des structures appartenant ou non à l'association
- Et de manière générale, toute action au profit des personnes en situation de handicap.

Pour 2024 les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Au niveau des investissements :

L'association a engagé et terminé 2 049 789 € d'investissement corporel et incorporel se répartissant entre :

* concessions et droits	319 000 €
* construction sur sol propre	1 410 328 €
* construction sur sol autrui	14 387 €
* installations techniques, matériels et outillag	114 753 €
* autres immobilisations corporelles	191 321 €
TOTAUX	2 049 789 €

Ces investissements ont été financés à hauteur de 1 545 539 € en autofinancement

- Au niveau des ressources humaines :

En 2024, l'effectif moyen des salariés est de 432.98 ETP. L'évolution moyenne des salaires 2024 est établie en fonction des grilles d'ancienneté de la convention collective 1966 et de l'évolution de la valeur du point qui est de 3.93 € depuis 01/07/2022.

- Autres moyens/dépenses engagées

Néant

4. FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE, DE L'EXERCICE ET POSTERIEURS A LA CLOTURE

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

Acquisition de la cafétéria des Lacs à Bonneville

L'association est devenue propriétaire des locaux de la cafétéria des Lacs à Bonneville en décembre 2024. Cet achat représente une étape importante pour assurer la stabilité de l'activité sur le long terme et renforcer l'ancrage local de la structure. L'investissement a été réalisé avec l'aide de la Région Auvergne Alpes.

Mise en place d'un dossier usager informatisé

Dans un souci d'amélioration du suivi et de l'accompagnement des personnes accueillies, un outil de gestion du dossier unique de l'usager a été déployé en 2024. Il permet une meilleure coordination des équipes et un accès facilité aux informations nécessaires pour un accompagnement de qualité.

Lancement des discussions autour d'un CPOM tripartite

L'année 2024 a également été marquée par le démarrage des négociations en vue de la signature d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) avec l'ARS et le Conseil Départemental de Haute-Savoie. Ce travail vise à construire un partenariat structurant et durable au service des personnes accompagnées. Le CPOM a été signé par toutes les parties le 31 mars 2025 avec application au 1^{er} janvier 2025 pour les établissements financés par l'ARS.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Néant

5. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et 2019-04, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

L'exercice écoulé à une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} Janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables, à l'exception des points mentionnés au paragraphe 5.1.1 ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

5.1.1 Changements de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de la méthode comptable.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative.

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principes méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- La comptabilisation à l'actif des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition de l'actif conformément aux articles 213-8, 213- 22, 221-1 et 222-1.

Les comptes présentés appliquent la méthode optionnelle suivante parmi celle proposé par le règlement 2014.03 :

- Les subventions d'investissement en application des articles 312-1.

6. INFORMATIONS RELATIVES AUX POSTES DU BILAN

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition,
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production.

Autres informations :

- En octobre 2011, cession gratuite par la commune de Bonneville au profit de l'AFPEI (absorbé par l'association ALLER PLUS HAUT) d'un terrain. Cet acte de cession gratuite a une condition particulière :
« Les terrains objet des présentes sont cédées dans le cadre de l'extension des bâtiments de l'ESAT. A la demande de la commune de Bonneville, le cessionnaire s'engage, en cas de changement de destination desdits terrains, à les rétrocéder à la commune de BONNEVILLE ».

- En février 2014, échange d'un terrain avec le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Roche sur Foron. L'acte d'échange contient la condition particulière suivante :
« Les parcelles acquises dans l'échange sont destinées à la construction d'une résidence pour les activités de jour. Cette destination devra être respectée pour une durée de 20 ans au minimum par l'AFPEI ou tout futur propriétaire. »

Par ailleurs, il est convenu que tous les propriétaires successifs des parcelles AH 469, 467, 463 et 465 devront supporter les contraintes suivantes :

- . La parcelle cadastrée AH 469 sera aménagée en espaces verts.
- . La parcelle cadastrée AH 467 restera à usage piétonnier.
- . Une partie de la parcelle cadastrée AH 463 et AH 465 ne pourra faire l'objet d'aucune édification de bâtiment.

6.1.1 Etat de l'actif immobilisé (brut)

	A	B	C	D
	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	760 651 €	319 000 €	66 656 €	1 012 995 €
immobilisations corporelles	54 899 872 €	1 730 789 €	175 224 €	56 455 437 €
immobilisations financières	221 977 €	755 €	1 421 €	221 311 €
Immobilisations en cours et avances et acomptes	136 574 €	239 336 €	351 722 €	24 188 €
Total	56 019 074 €	2 289 880 €	595 023 €	57 713 931 €

Les investissements corporels, incorporels et financiers réalisés au cours de l'exercice se sont élevés à 2 050 544 €. Les désinvestissements se sont élevés à 243 301 €.

6.1.1.1 Ventilation des augmentations d'immobilisations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles			319 000 €		
Immobilisations corporelles			1 730 789 €		
Immobilisations financières			755 €		
Immobilisations en cours et avances et acomptes			239 336 €		
Total	0 €	0 €	2 289 880 €	0 €	0 €

6.1.1.2 Ventilation des diminutions d'immobilisations

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					66 656 €
Immobilisations corporelles			81 254 €		93 970 €
Immobilisations financières			1 421 €		
Immobilisations en cours et avances et acomptes	351 722 €				
Total	351 722 €		82 675 €		160 626 €

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

La nouvelle réglementation sur les actifs, entrée en vigueur en 2005, a été appliquée pour les nouveaux investissements. Pour les biens figurants à l'actif avant cette date au regard des taux d'amortissement pratiqués et des ventilations déjà effectuées, il n'a pas été jugé nécessaire de procéder à des changements dans les plans d'amortissement en cours.

	A	B	C	D
	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	256 007 €	13 896 €	65 475 €	204 428 €
Immobilisations corporelles	30 036 780 €	1 924 002 €	173 419 €	31 787 363 €
Immobilisations financières				
Total	30 292 787 €	1 937 898 €	238 894 €	31 991 791 €

Autre information :

La dotation aux amortissements est incluse sur le poste du compte de résultat « Dotations aux amortissements et aux dépréciations » pour un montant de 1 937 898 €.

6.1.2.1 Ventilation des augmentations d'amortissements

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles		13 896 €		
Immobilisations corporelles		1 924 002 €		
Immobilisations financières				
Total	0 €	1 937 898 €	0 €	0 €

6.1.2.2 Ventilation des diminutions d'amortissements

Diminutions de l'exercice	Ventilations des diminutions		
	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
immobilisations incorporelles			65 475 €
immobilisations corporelles		81 254 €	92 165 €
immobilisations financières			
Total		81 254 €	157 640 €

6.1.2.3 Modalités d'amortissements

Plan d'amortissement linéaire :

Logiciel, brevet.....	3 ans
Constructions.....	de 10 à 50 ans
Agencements, aménagement, installations...	de 5 à 30 ans
Matériel de l'installation.....	de 5 à 20 ans
Matériel médical et psychologique.....	de 5 à 10 ans
Matériel éducatif.....	de 3 à 10 ans
Matériel scolaire.....	de 5 à 10 ans
Matériel de cuisine.....	de 3 à 10 ans
Matériel services généraux.....	de 5 à 10 ans
Matériel de jardin.....	5 ans
Matériel, outillage des ateliers.....	de 3 à 20 ans
Matériel lingerie - buanderie.....	5 ans
Matériel de transport.....	de 3 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique.....	de 5 à 10 ans
Mobilier.....	de 5 à 10 ans
Immobilisation taxe d'apprentissage.....	de 3 à 10 ans

6.1.3 Dépréciation de l'actif immobilisé

	Provisions cumulées au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Reprises sur l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	821 464 €		19 030 €	802 434 €
Immobilisations financières				
Total	821 464 €		19 030 €	802 434 €

Autre information :

Une provision pour dépréciation des terrains sur la commune d'Eteaux avait été constituée en 2013 suite au nouveau PLU de la commune pour un montant de 438 348 €. Début 2019 une demande d'évaluation de ces terrains a été demandée au domaine (service des finances publiques) dans le cadre de la fusion des 3 associations. A réception de celle-ci la provision pour dépréciation des terrains a été abondée en 2018 pour 160 038 € afin de correspondre à cette évaluation. Au 31/12/2024 son niveau est de 598 386 €.

Le tribunal judiciaire de Bonneville, en date 29 novembre 2021, a émis un jugement favorable à ALLER PLUS HAUT dans l'affaire concernant la malfaçon plomberie à la résidence Charles Verthier. Le produit de 343 218 € comptabilisé à la clôture de l'exercice 2021 a été recouvré sur l'exercice 2022 à hauteur de 335 340 €. La

dépréciation de l'installation de plomberie comptabilisée à la clôture de l'exercice 2021 pour un montant de 261 138 € a été réajustée et ressort à la clôture de l'exercice 2024 à 204 048 €.

6.1.4 Fonds commercial

Le fonds commercial est inscrit à l'actif pour un montant de 492 011 €.

En l'absence de limite prévisible à la durée des avantages économiques attendus par notre entité, la durée d'utilisation de notre fonds commercial est non limitée et le fonds commercial ne fait pas l'objet d'amortissement. Le fonds commercial a fait l'objet d'un test de dépréciation en 2024 selon la méthode des flux de trésorerie futurs, permettant de déterminer la valeur d'usage du fonds de commerce. La valeur d'usage étant supérieure à la valeur comptable du fonds, nous n'avons pas constaté de dépréciation en 2024.

6.2 Actif circulant

6.2.1 Stocks et en cours

Les stocks de marchandises sont évalués au coût d'achat selon la méthode du premier entré premier sorti.

Les stocks de produits finis sont évalués aux coûts de production déterminés en appliquant un abattement sur le prix de vente. Cet abattement correspond à la marge pratiquée sur chaque catégorie de biens.

Catégorie de stocks	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stocks autres fournitures consommables	90 878 €		90 878 €
Stocks produits finis	18 087 €		18 087 €
Total	108 965 €	0 €	108 965 €

6.2.2 Créances

Les créances sont valorisées pour leur valeur nominale. Le cas échéant, elles sont dépréciées par voie de provisions pour tenir compte des difficultés de recouvrement.

Cf. note 6.7 Etat des échéances des créances et des dettes

6.2.3 Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix du marché

VMP	Cours au 31/12/N	Au bilan	Différence
CADS CASH CORP. P-C FCP 3 DEC	448 702 €	395 899 €	52 803 €
CADS CASA 2.50% 16-221226	59 138 €	60 000 €	-862 €
Total	507 840 €	455 899 €	51 941 €

6.2.4 Précisions sur d'autres créances

6.2.4.1 Produits à recevoir

Les produits à recevoir sont inclus sur le poste « Autres créances », nous vous présentons leurs détails à la clôture de l'exercice.

n° compte	Libellés	Montants
41810000	org payeur factures en attente	170 705 €
41821000	Clients - factures à établir	
46870000	Produits à recevoir	547 639 €
46872000	Frais formation continue	33 543 €
	Total	751 887 €

6.2.4.2 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent des charges d'exploitation et sont constituées notamment par la redevance relative au bail emphytéotique du Foyer de Verthier répartie sur la durée du bail, soit 579 019 €.

6.3 Fonds propres

6.3.1 Tableaux de variation des fonds propres

Cf. pièce n°1

6.3.1.1 Fonds propres sans droit de reprise :

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires	104 130 €			104 130 €
- Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
- Autres apports sans droit de reprise				
- Première situation nette établie	1 116 573 €			1 116 573 €
Total	1 220 703 €	0 €	0 €	1 220 703 €

6.3.1.2 Fonds propres avec droit de reprise

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds (propres) statutaires				
Fonds propres complémentaires		NEANT		
- Autres apports avec droit de reprise				
Total				

6.3.2 Autres informations sur les fonds propres sans droit de reprise

6.3.2.1 Première situation nette établie

Le compte est inclus sur le poste « Fonds propres statutaires » pour 1 116 573 €. Les sommes comptabilisées sur les exercices antérieurs ont été maintenues, un droit de reprise ne pouvant être justifié ou non.

6.3.2.2 Autres fonds propres sans droit de reprise

Néant

6.3.3 Réserves

6.3.3.1 Réserves pour projet de l'entité

Les réserves pour projet de l'entité s'élèvent à 8 123 078 € et sont constituées par l'affectation des résultats acquis par les gestions non contrôlées.

6.3.4 Report à nouveau et résultats sous contrôles des tiers financeurs

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité : Fonds Propres)	1 786 115 €	403 275 €
Charges rejetées	777 268 €	
Résultats affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs destinés :		1 031 672 €
Résultats non affectés des activités sous contrôle de tiers financeurs	1 056 194 €	568 444 €
Solde	1 616 186 €	

6.3.5 L'excédent ou déficit de l'exercice

Le résultat de l'exercice de 461 998 € se compose de :

+ 160 890 €, résultat définitivement acquis à l'association

+ 301 108 €, résultat sous contrôle de tiers financeurs, « résultat pouvant être repris par un tiers financeur ».

6.3.6 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan.

6.3.7 Provisions réglementées

6.4 Fonds reportés et dédiés

Cf. pièce n°2

6.5 Provisions pour risques et charges

Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	3 539 945 €	41 474 €	2 988 €	3 578 431 €
Provisions pour risques	2 398 €	75 000 €	2 398 €	75 000 €
Provisions pour charges				
Total	3 542 343 €	116 474 €	5 386 €	3 653 431 €

6.5.1 Ventilation des augmentations de provisions

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			41 474 €
Provisions pour risques	75 000 €		
Provisions pour charges			
Total	75 000 €	0 €	41 474 €

6.5.2 Ventilation des diminutions de provisions

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées			2 988 €
Provisions pour risques	2 398 €		
Provisions pour charges			
Total	2 398 €	0 €	2 988 €

6.6 Dettes

6.6.1 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Libellé Compte	Capital fin 31/12/2024	- 1 An	entre 1 et 5 Ans	+ 5 Ans
Totaux	12 453 935 €	948 396 €	3 585 798 €	7 919 741 €

6.6.2 Précisions sur d'autres dettes

6.6.2.1 Charges à payer

Les charges à payer à la clôture de l'exercice de l'exercice sont constituées ainsi :

n° compte	Libellés	Montants
16884000	intérêts courus non échus	72 066 €
40810000	Fournisseurs factures non parvenues	230 540 €
42820000	Dettes provisionnées pour congés	1 187 651 €
42860000	Autres charges à payer	
43820000	Charges sur dettes prov pour congés	594 551 €
43860000	Orga payeurs autres charges à payer	165 000 €
46860000	Autres charges à payer	36 843 €
	Total	2 286 651 €

6.6.2.2 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance concernent des produits d'exploitation à moins d'un an.

6.7 Etat des échéances des créances et des dettes

Cf. pièce n°3

7. INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

7.1 Produits du compte de résultat par origine et destination

7.1.1 Dons et legs

1) Le poste « dons manuels » comprend notamment :

- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.

2) Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général.

Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.

7.1.2 Tableau des subventions et concours public

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics		14 323 576 €	15 268 176 €	224 093 €	3 992 €
Subvention d'exploitation			147 060 €		84 948 €
Subvention d'investissement		204 250 €	300 000 €		

7.1.3 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transfert de charges

Ce poste comprend :

- Reprises sur provisions d'exploitation pour 2 398 € en compensation de dépenses engagées.
- Reprises sur créances pour 4 180 €
- Transferts de charges d'exploitation pour 59 026 €, qui sont constitués principalement par des remboursements de frais, des avantages en nature et des remboursements d'assurance.

7.1.4 Utilisation des fonds dédiés

Cf. note 6.4 Fonds reportés et dédiés

7.1.5 Refacturation inter établissement

La refacturation inter établissement a donné lieu à une neutralisation de charges et de produits à hauteur de 440 925 €.

7.1.6 Résultat effectif global

Le résultat de l'exercice de 461 998 € se compose de :

+ 160 890 €, résultat définitivement acquis à l'association

+ 301 108 €, résultat sous contrôle de tiers financeurs, « résultat pouvant être repris par un tiers financeur ».

La reprise des résultats antérieurs de – 223 921 € se compose de :

- 223 921 €, résultat sous contrôle de tiers financeurs, « résultat pouvant être repris par un tiers financeur ».

Ce qui donne le résultat effectif global de 238 077 € et qui se compose de :

+ 160 890 €, résultat définitivement acquis à l'association

+ 77 187 €, résultat sous contrôle de tiers financeurs, « résultat pouvant être repris par un tiers financeur ».

7.2 Contribution volontaire en nature (produits)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Motifs : A ce jour nous ne sommes pas en mesure de mettre en place un processus de recensement et de valorisation de l'ensemble des CVN.

Nature : Au mieux de notre connaissance nous présentons essentiellement des contributions en travail liées à la mise à disposition de professeurs des écoles par l'éducation nationale pour les IME de l'association et également des mécénats de compétence en partenariat avec la BNP PARIBAS.

Importance :

Les contributions volontaires en nature des institutrices ont été évaluées à 602 109 € sur la base des fiches de paie transmises de l'éducation nationale.

Pour IME Basse vallée : 174 757 €

Pour IME Moyenne vallée : 282 287 €

Pour IME Haute vallée : 145 065 €

Les contributions volontaires en nature liées aux mécénats de compétence en partenariat avec la BNP PARIBAS ont été évaluées à : 120 680 € (chiffage fait par BNP PARIBAS).

8. AUTRES INFORMATIONS

8.1 Autres informations sur les contenus de postes de bilan et du compte de résultat

8.1.1 Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice, au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 33 600 € et au titre des conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal s'élève à 0 €.

8.2 Informations relatives aux dirigeants

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23/05/2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, la rémunération totale des plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature s'est élevé à 455 988 €. Le président et autres membres du Conseil d'Administration ne perçoivent aucune rémunération.

8.3 Informations relatives à l'effectif

8.3.1 Effectif moyen

L'effectif moyen salarié en ETP payé de l'entité se décompose ainsi par catégorie sociale :

	Personnel salarié	
Cadres	46.29	ETP
Agents de maîtrise et Techniciens	148.89	ETP
Employés	120.36	ETP
Ouvriers	117.44	ETP
Total	432.98	ETP

Autre information :

L'effectif moyen des travailleurs handicapés d'ESAT, qui ne sont pas des ouvriers de droit commun, s'élève à 175.75 ETP.

8.4 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

8.4.1 Engagements financiers donnés

Mention des engagements principaux assortis d'une sureté réelle

N°	POSTE CONCERNE	CAPITAL EMPRUNTE	CAPITAL RESTANT DU A LA CLOTURE	NATURE DE LA GARANTIE
16411030	Emprunt	150 000 €	54 011 €	Gage machine carton
16411040	Emprunt	500 000 €	31 041 €	Garantie COM COM pays du Mont Blanc
16411090	Emprunt	4 493 156 €	4 016 007 €	Cauton Département Haute-Savoie
16411110	Emprunt	375 000 €	48 750 €	Cauton Département Haute-Savoie
16411130	Emprunt	900 000 €	258 215 €	Garantie Syndicat intercommunal à vocation multiple du Mont Blanc
16411140	Emprunt	2 591 633 €	854 452 €	Garantie hypothécaire
16411150	Emprunt	292 327 €	188 794 €	Garantie hypothécaire
16411210	Emprunt	352 855 €	195 503 €	Garantie hypothécaire
16411260	Emprunt	185 621 €	108 279 €	Nantissement compte à hauteur de 78 750 euros
16411270	Emprunt	200 000 €	141 583 €	Nantissement compte à hauteur de 200 000 euros
16417000	Emprunt	664 800 €	432 120 €	Cauton Mairie Bonneville
16418000	Emprunt	5 300 000 €	2 990 714 €	Cauton Mairie Bonneville
16418300	Emprunt	2 500 000 €	1 444 449 €	Garantie Département Haute-Savoie
16418700	Emprunt	40 000 €	18 254 €	Cauton Mairie Bonneville
16419900	Emprunt	1 270 500 €	934 725 €	Garantie Département Haute-Savoie + Garantie hypothécaire

8.4.2 Engagements retraites

Notre entité ne provisionne pas les engagements suivants dont les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture sont précisées ci-après.

Le régime correspondant est un régime d'indemnités de départ en retraite qui résulte de la convention collective du 15/03/1966.

Le montant de notre engagement s'élève respectivement à 2 514 326 € au 31/12/2024 (dont à 5 ans : 262 327 € et à 10 ans : 807 232 €). Avant la fusion des 3 associations, NOUS AUSSI avait souscrit un contrat retraite auprès de MALAKOFF MEDERIC. A fin 2024 le solde est de 224 724 €. Pour rappel le montant de notre engagement 2023 était de 2 531 911 €.

Cet engagement est estimé selon la Recommandation CNC n° 2003-R.01 que nous avons adoptée à compter de l'exercice ouvert à compter du 01/01/2020

Les principales hypothèses sont les suivantes à la date de clôture :

Age de départ à la retraite présumé à l'initiative du salarié : 65 ans

Taux d'actualisation : 3.38%

Taux d'augmentation annuel des salaires : 2.00%

Concernant l'appréciation de la probabilité d'être présent dans l'entité à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise,

Pour la prise en compte de la probabilité de turnover,

- Des Statistiques propres avec turnover très fort

Pour la prise en compte du risque de mortalité,

- Le pourcentage de survie résulte des tables de mortalité officielles de l'Insee 2014-2016 distinctes hommes/femmes
- Le % de cotisations sociales « patronales » probable retenu à payer sur ces indemnités est 50.02%.

8.4.3 Engagements pris en matière de crédit-bail

valeur des biens pris en crédit-bail au moment de la signature du contrat :	501 995.20
Montant des redevances afférentes à l'exercice	102 100.68
Montant cumulé des redevances :	178 676.19
Dotations aux amortissements qui auraient été enregistrées pour ces biens au titre de l'exercice clos s'ils avaient été acquis par l'entité ainsi que le montant cumulé des amortissements qui auraient été effectués au titre de l'exercice précédent :	0.00
Evaluation des redevances restant à payer ainsi que du prix d'achat résiduel de ces biens stipulé aux contrats	323 319.01

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations (1)	Montant						
Aménagement mobilité réduite							
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS (2)							
Contribution pour renouvellement des immobilisations	Développement outil gestion	2 352 €					
	Construction	756 556 €	115 219 €	40 525 €		1 560 €	
	Petit aménagement	50 717 €	8 819 €	13 353 €		831 250 €	282 804 €
	Autres	6 513 €		3 399 €		46 182 €	11 666 €
Autres contributions financières affectées (1)	Développement outil gestion	133 053 €				3 115 €	
	Accompagnement formation	48 132 €	30 000 €	29 040 €		118 599 €	118 599 €
	Renforcement personnel	329 409 €	257 585 €	239 476 €		49 092 €	8 421 €
	Loyer	17 288 €				347 518 €	80 217 €
	Autres	67 116 €		54 410 €		17 288 €	17 288 €
Contributions financières d'autres organismes (1)						12 706 €	
Ressources liées à la générosité du public (1)							
TOTAL	1 411 135 €	411 623 €	395 448 €			1 427 309 €	518 995 €

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an et 5 ans au plus	Échéances à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires convertibles (2)(3)				
Créances rattachées à des participations				Autres emprunts obligataires (2)(3)				
Prêts (1) Autres	193 756 €			Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :	12 526 002 €	1 020 463 €	3 585 798 €	7 919 741 €
Créances de l'actif circulant :				- à 1 an au maximum à l'origine				
Créances Clients et Comptes rattachés	5 122 018 €	4 942 891 €		- à plus de 1 an à l'origine	12 526 002 €	1 020 463 €	3 585 798 €	7 919 741 €
Créances reçues par legs ou donations								
Autres	840 906 €	840 906 €		Emprunts et dettes financières divers (2) (3)	1 866 €		1 866 €	
Charges constatées d'avance	768 036 €	189 018 €		Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	1 006 198 €	1 006 198 €		
				Dettes fiscales et sociales	3 415 245 €	3 415 245 €		
				Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	61 396 €	34 204 €	27 192 €	
				Autres dettes (3)	53 355 €	53 355 €		
				Produits constatés d'avance	4 735 €	4 735 €		
TOTAL	6 924 716 €	5 972 815 €	951 902 €	TOTAL	17 068 797 €	5 534 200 €	3 614 855 €	7 919 741 €
(1) Prêts accordés en cours d'exercice		670 €		(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice			0 €	
Prêts récupérés en cours d'exercice		1 421 €		Emprunts remboursés en cours d'exercice			963 502 €	
				(3) Dont garanties par des suretés réelles			11 716 897 €	